

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
31 décembre 2001  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 31 décembre 2001, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Groupe de travail  
du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix**

J'ai l'honneur de présenter le troisième rapport du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix.

Le Groupe de travail a entrepris d'évaluer la suite donnée à la résolution 1353 (2001) du Conseil de sécurité, conformément au paragraphe 3 de ladite résolution et au paragraphe 1 de la section D de l'annexe I de la même résolution. Il a le plaisir de faire tenir ci-joint son rapport au Conseil de sécurité (voir annexe).

Le Groupe souhaiterait que le texte de la présente lettre et de son annexe soit distribué comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité  
sur les opérations de maintien de la paix  
(Signé) Curtis A. **Ward**



**Annexe****Troisième rapport du Groupe de travail du Conseil de sécurité  
sur les opérations de maintien de la paix**

1. Conformément au mandat qui lui a été conféré au paragraphe 3 de la résolution 1353 (2001) ainsi qu'au paragraphe 1 de la section D de l'annexe I de ladite résolution, le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix a entrepris d'évaluer l'efficacité des mesures énoncées dans cette résolution en ce qui concerne les réunions avec les pays fournisseurs de contingents, en vue d'améliorer éventuellement le système actuel. Il a examiné les consultations tenues depuis six mois avec ces pays, notamment dans le cadre de séances du Conseil de sécurité.
2. Comme le prévoit son mandat, le Groupe de travail a également examiné les propositions spécifiques de pays fournisseurs de contingents concernant de nouveaux mécanismes susceptibles de renforcer la coopération avec ces pays (voir S/2001/535 et S/2001/626).
3. Le processus d'évaluation a conduit le Groupe à rencontrer de nombreux pays fournisseurs de contingents pour recueillir leur point de vue sur la question. On trouvera le détail des observations formulées par ces pays aux paragraphes 2 et 4 de l'évaluation ci-jointe.
4. Le Groupe de travail a également consulté utilement le Secrétariat.
5. Les remarques, conclusions et recommandations du Groupe de travail figurent au paragraphe 5 de l'évaluation.
6. Le Groupe de travail a notamment étudié la possibilité de se transformer en un mécanisme supplémentaire de consultation et de renforcement de la coopération avec les pays fournisseurs de contingents. Il a rédigé à cet effet un projet de note du Président du Conseil de sécurité portant création d'un tel mécanisme. On trouvera ce projet de note, auquel il est fait référence à l'alinéa g) du paragraphe 5 de l'évaluation à l'appendice I.
7. Le projet de note prévoit notamment l'organisation de réunions communes entre le Groupe de travail, les principaux pays fournisseurs de contingents et le Secrétariat, de façon à permettre un examen interactif aussi poussé que possible de questions relatives à des opérations de maintien de la paix spécifiques. Ces rencontres, décrites de façon plus détaillée au paragraphe 2 du projet de note, auront pour objet de faciliter les travaux du Conseil de sécurité et la tâche du Secrétariat en tenant compte des observations formulées par les pays fournisseurs de contingents au sujet de certaines missions de maintien de la paix.
8. Le Groupe de travail a décidé de continuer d'évaluer la suite donnée à la résolution 1353 (2001) et l'efficacité de tout mécanisme nouveau ainsi que d'examiner plus avant les propositions de la Fédération de Russie et du Royaume-Uni, dont il est fait état au paragraphe 5.
9. Le Président tient à exprimer sa profonde gratitude aux membres, actuels ou anciens, du Groupe de travail. Tous se sont efforcés, dans un esprit de coopération, de s'acquitter des responsabilités qui leur avaient été conférées au sein du Groupe (voir la liste des membres du Groupe à l'appendice II). Le Président remercie en particulier Joan Thomas de la délégation jamaïcaine, qui a bien voulu le remplacer

dans ses fonctions lorsqu'il était absent, ainsi que le personnel d'appui de la Mission permanente de la Jamaïque.

10. Le Président remercie également le Secrétariat de sa coopération et de l'appui qu'il lui a apporté, en particulier Norma Chan qui a mis beaucoup de bonne volonté à faciliter l'organisation des réunions du Groupe et le Département des opérations de maintien de la paix qui a bien voulu répondre aux nombreuses questions posées par le Groupe de travail.

Le Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité  
sur les opérations de maintien de la paix  
(*Signé*) Curtis A. **Ward**

## **Examen de la résolution 1353 (2001) du Conseil de sécurité en date du 13 juin 2001 par le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix**

Le présent examen de l'application de la résolution 1353 (2001) du Conseil de sécurité en date du 13 juin 2001 fait suite à la demande formulée au paragraphe 3 de la résolution, à savoir que le Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix devait évaluer l'efficacité des mesures convenues dans les six mois suivant l'adoption de la résolution et envisager de les améliorer compte tenu des propositions des pays fournisseurs de contingents; ainsi qu'au paragraphe 1 de la section D de l'annexe I, dans lequel le Conseil a déclaré qu'il avait l'intention d'évaluer, dans un délai de six mois, l'efficacité de ses réunions avec les pays fournisseurs de contingents, en vue d'améliorer éventuellement le système actuel, notamment en examinant les propositions spécifiques de pays fournisseurs de contingents concernant de nouveaux mécanismes. Le Conseil de sécurité a par ailleurs prié le Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix de lui faire part de ses conclusions.

### **1. Discussions au sein du Groupe de travail (11 octobre 2001)**

La question de l'évaluation de l'efficacité des mesures décidées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1353 (2001) et dans les annexes à ladite résolution est à l'ordre du jour du Groupe de travail.

a) Avant l'examen préliminaire qui a eu lieu le 11 octobre 2001, des réunions se sont tenues avec les pays fournisseurs de contingents sous forme de séances privées, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001), en septembre 2001, période pendant laquelle la France présidait le Conseil. Ces réunions ont été consacrées à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE) et à la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL). Elles ont été l'occasion pour le Conseil de sécurité et les pays fournisseurs de contingents d'entendre des exposés détaillés du Secrétariat, de poser des questions et d'échanger des avis sur les questions touchant à ces deux opérations de maintien de la paix. Les membres du Conseil de sécurité ont été informés des préoccupations des pays fournisseurs de contingents en ce qui concerne ces deux opérations, grâce aux questions et observations formulées par les pays après l'exposé du Secrétariat. Les membres du Conseil ont également profité de ces réunions pour faire des observations sur les exposés du Secrétariat et poser des questions à celui-ci.

b) L'ensemble des membres du Groupe de travail étaient d'accord pour reconnaître que le système des séances privées constituait un progrès pour les consultations entre le Conseil de sécurité et les pays fournisseurs de contingents. Ils étaient toutefois d'avis que le Président du Conseil devrait faire un résumé par écrit des questions soulevées et des opinions exprimées par les pays fournisseurs de contingents et le mettre à la disposition des membres du Conseil lors des discussions suivantes sur les opérations de maintien de la paix. Il a été convenu que, pour avoir l'assurance que les avis et les préoccupations des pays fournisseurs de contingents seraient dûment examinés par le Conseil, il faudrait recommander au Président du Conseil d'appliquer les modalités envisagées concernant les réunions de consultation au paragraphe 6 de la section B de l'annexe II de la résolution, lesquelles prévoient que le Président du Conseil de sécurité établira, avec l'aide du Secrétariat, un résumé du contenu des débats de ces réunions et le distribuera et que

ce résumé sera distribué aux membres du Conseil avant leurs consultations informelles ou leur prochaine séance sur l'opération de maintien de la paix à l'examen, s'il y a lieu.

c) Au mois d'octobre, sous la présidence de l'Irlande, un résumé des points de vue exprimés par les pays fournisseurs de contingents lors des réunions consacrées à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) et à l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO) a été établi par écrit, puis distribué aux membres du Conseil pour qu'ils l'aient à leur disposition lors de futures consultations du Conseil sur ces deux opérations de maintien de la paix.

d) Les opinions divergeaient au sein du Groupe de travail sur la question de savoir si le Conseil de sécurité, les pays fournisseurs de contingents et le Secrétariat avaient bien respecté l'esprit et la lettre de la résolution 1353 (2001), s'agissant du niveau des consultations et des demandes formulées aux paragraphes 3 à 5 de la section B de l'annexe II. De l'avis général, l'intention du Conseil de sécurité, qui était d'organiser des réunions plus interactives avec les pays fournisseurs de contingents, ne s'était pas réalisée. Les pays fournisseurs de contingents et les membres du Conseil réagissaient aux exposés en formulant des observations et en posant des questions au Secrétariat mais il y avait très peu d'échanges, voire aucun, entre les pays fournisseurs de contingents et les membres du Conseil. Les membres du Groupe de travail étaient d'avis que ces réunions seraient plus profitables si elles portaient davantage sur des questions de fond et si elles donnaient lieu à davantage d'échanges, afin que soit réalisé le souhait de promouvoir un esprit de partenariat, de coopération et de confiance mutuelle. Ils étaient d'avis que les membres du Conseil de sécurité, les pays fournisseurs de contingents et le Secrétariat devraient faire un effort à cet égard.

## **2. Réunions avec les pays fournisseurs de contingents (Groupe 7 plus 1)**

a) Le 31 juillet 2001, le Groupe de travail a organisé une réunion au niveau des ambassadeurs avec les pays fournisseurs de contingents qui avaient présenté au Conseil de sécurité des propositions visant à renforcer la coopération entre eux et le Conseil (voir S/2001/535 et S/2001/626; les pays fournisseurs de contingents ont indiqué que les propositions figurant dans ces deux documents se complétaient).

b) Les pays fournisseurs de contingents qui ont participé à cette réunion ont indiqué que les mesures envisagées dans la résolution 1353 (2001) pouvaient leur permettre d'être mieux informés grâce aux exposés du Secrétariat mais que les modalités de ces réunions n'offraient pas aux grands pays fournisseurs de contingents<sup>1</sup> le niveau d'interaction nécessaire pour leur permettre de soulever auprès du Conseil de sécurité les questions qui avaient pour eux de l'importance. Ils ont donc proposé de mettre en place, en plus des réunions envisagées dans la résolution 1353 (2001), des comités de gestion propres à chaque mission qui seraient composés des membres du Conseil de sécurité et des grands pays fournisseurs de contingents concernés. Ils considéraient que ce mécanisme offrirait aux grands pays

---

<sup>1</sup> Aux fins de la présente évaluation, le Groupe de travail a décidé de désigner par l'expression « grands pays fournisseurs de contingents » les pays qui fournissent au moins une unité militaire constituée ou un nombre comparable de membres de la police civile.

fournisseurs de contingents les plus directement engagés dans telle ou telle mission et y contribuant le plus dans la pratique la possibilité d'assurer un rapprochement entre les États Membres qui prennent les décisions et ceux qui engagent leurs soldats sur le terrain. Les pays ont souligné que leur intention n'était pas de priver le Conseil de sécurité de son pouvoir de décision, qui porte sur tous les aspects des opérations de maintien de la paix.

c) À la demande des pays fournisseurs de contingents susmentionnés, le Groupe de travail a tenu une réunion avec leurs experts le 29 octobre 2001 afin d'examiner de plus près leurs propositions. Les pays en question ont par ailleurs saisi l'occasion pour faire part de leur avis sur l'efficacité de la résolution 1353 (2001). Ils ont de nouveau indiqué qu'ils regrettaient que la résolution, si elle permettait d'entendre des exposés détaillés du Secrétariat lors de séances privées du Conseil, ne donnait pas aux grands pays fournisseurs de contingents la possibilité d'engager avec les membres du Conseil un dialogue constructif propre à les informer des questions qui préoccupaient tout particulièrement les pays fournisseurs de contingents. Ils ont fait observer que leur proposition complétait les dispositions de la résolution 1353 (2001) et qu'elle n'était pas destinée à les remplacer. Ils ont aussi rappelé qu'ils n'avaient nullement l'intention d'usurper les pouvoirs du Conseil de sécurité.

### **3. Évaluation intérimaire par le Secrétariat**

a) À la demande du Président du Groupe de travail, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix a remis au Groupe de travail une évaluation préliminaire de l'application par le Secrétariat des dispositions de la résolution 1353 (2001) relevant de sa responsabilité. Le Secrétariat a indiqué quelles mesures il avait prises ou envisageait de prendre pour s'acquitter des obligations qui lui incombait en vertu de la résolution.

b) Lors des consultations qui ont suivi avec le Groupe de travail, le Secrétariat a rappelé au Groupe qu'il importait que le Secrétariat continue d'assurer la gestion opérationnelle et d'autres tâches et que la chaîne de commandement et de contrôle des Nations Unies devait être maintenue.

### **4. Réunion avec le Comité spécial des opérations de maintien de la paix**

Le Groupe de travail a demandé que soit organisée une réunion avec le Groupe spécial des opérations de maintien de la paix afin d'entendre les avis d'un groupe plus large de pays fournisseurs de contingents sur les questions suivantes :

- Application de la résolution 1353 (2001), s'agissant de son efficacité;
- Propositions des pays fournisseurs de contingents (Groupe 7 plus 1) concernant un nouveau mécanisme de coopération et de consultation avec le Conseil de sécurité.

Au cours de la réunion, qui s'est tenue le 14 décembre 2001, un certain nombre de pays fournisseurs de contingents ont exprimé des opinions. Nombre des représentants qui ont pris la parole ont soulevé les points suivants :

a) Le système de consultation prévu dans la résolution 1353 (2001) représente un progrès important dans les consultations entre le Conseil de sécurité et

les pays fournisseurs de contingents; il doit être maintenu parallèlement à un nouveau mécanisme qui serait examiné par le Conseil et qui le compléterait;

b) La résolution 1353 (2001) offre de nombreuses possibilités qui n'ont pas encore été exploitées; des améliorations pourraient encore être apportées de manière à ce que la résolution soit pleinement appliquée; la pleine application de la résolution est encouragée;

c) On pourrait appliquer plus efficacement la résolution 1353 (2001) grâce aux mesures suivantes :

i) La date des réunions devrait être fixée de manière à ce que les pays fournisseurs de contingents puissent y participer après avoir eu le temps d'étudier le rapport du Secrétaire général sur les missions de maintien de la paix à l'examen;

ii) Le Secrétaire général devrait publier ces rapports plus tôt, quitte à publier des rapports intérimaires qui seraient mis à jour lors des réunions;

iii) Les arrangements régionaux et sous-régionaux ayant des intérêts particuliers dans une opération de maintien de la paix donnée devraient pouvoir participer à ces réunions;

iv) La résolution 1353 (2001) peut donner la possibilité à d'autres pays apportant une contribution aux opérations de maintien de la paix mais ne fournissant pas de contingents de participer aux consultations;

v) Les réunions qui ont été organisées en vertu de la résolution 1353 (2001), notamment les réunions sur la MONUC, la MINUSIL, la MINUEE et l'ATNUTO, ont représenté un progrès important par rapport à la pratique antérieure mais elles n'ont pas permis le niveau de dialogue souhaité par les grands pays fournisseurs de contingents;

d) Indiquant que la résolution 1353 (2001) « n'était pas une panacée » nombre de pays fournisseurs de contingents se sont déclarés très favorables à la mise en place d'un nouveau mécanisme de coopération et de consultation entre le Conseil de sécurité et les grands pays fournisseurs de contingents comme moyen d'assurer l'avenir des opérations de maintien de la paix. Une minorité de pays a suggéré de faire participer au nouveau mécanisme les pays apportant une contribution financière et les petits pays fournisseurs de contingents;

e) Certains pays fournisseurs de contingents voyaient un lien entre les progrès réalisés sur la question du renforcement de la coopération entre le Conseil de sécurité, les pays fournisseurs de contingents et le Secrétariat, d'une part, et la possibilité de combler l'écart entre les engagements pris et les moyens effectivement fournis, d'autre part;

f) Un nouveau mécanisme permettrait de disposer des modalités nécessaires pour rendre plus efficaces la coopération et les consultations, dans la mesure où les grands pays fournisseurs de contingents disposeraient d'un processus au moyen duquel les membres du Conseil de sécurité prendraient en considération comme il convient leurs avis et leurs préoccupations;

g) S'agissant de la mise en place d'un nouveau mécanisme, la plupart des pays fournisseurs de contingents ont également souligné les points suivants :

- i) Devraient participer les pays fournisseurs de contingents qui mettent des unités constituées à la disposition des opérations de maintien de la paix;
- ii) Les règles concernant la participation devraient être aussi flexibles que possible de façon que tous les pays qui apportent une contribution importante puissent participer;
- iii) Tout nouveau mécanisme devrait être créé en parallèle aux dispositions prévues par la résolution 1353 (2001), à savoir qu'il devrait compléter ces dispositions et non les remplacer;
- iv) Tout nouveau mécanisme devrait mettre en relation les grands pays fournisseurs de contingents et les autres pays fournisseurs de contingents;
- v) Tout nouveau mécanisme devrait créer un cadre dans lequel aurait lieu un dialogue permanent entre les grands pays fournisseurs de contingents et le Conseil de sécurité, depuis le démarrage des opérations de maintien de la paix jusqu'au départ des forces;
- vi) Le Conseil de sécurité devrait poursuivre sur la lancée de la résolution 1353 (2001) en examinant un nouveau mécanisme;
- h) Les pays sont largement favorables à la mise en place d'un nouveau mécanisme de coopération, mais certains ont toutefois fait observer que le Conseil devrait examiner de près les propositions avant de prendre une décision;
- i) Certains pays fournisseurs de contingents ont indiqué qu'ils comptaient que la question d'un nouveau mécanisme serait examinée à la prochaine réunion du Comité spécial, qui devait avoir lieu en février 2002.

## **5. Vues, conclusions et recommandations du Groupe de travail**

- a) De l'avis des membres du Groupe de travail, cette évaluation devrait être considérée comme un examen préliminaire de l'application de la résolution 1353 (2001), étant donné que six mois ne suffisent pas pour en évaluer pleinement l'efficacité et qu'il faudrait procéder à une autre étude approfondie.
- b) Les membres du Groupe de travail sont favorables à la participation aux réunions du Conseil de sécurité avec les pays fournisseurs de contingents, de parties intéressées et d'États membres qui font à une opération de maintien de la paix d'importantes contributions autres que des contingents ou des éléments de police civile.
- c) Les membres du Groupe de travail estiment que la formule des réunions menées en application de la résolution 1353 (2001) a permis un échange d'informations plus efficace que la formule antérieure et considèrent qu'il importe de renforcer le dialogue entre les membres du Conseil de sécurité, les pays qui fournissent des contingents et le Secrétariat pendant ces réunions.
- d) Les réunions de consultation conduites par le Président du Conseil de sécurité devraient constituer la principale voie de consultation avec les pays fournisseurs de contingents. Les séances publiques ou privées du Conseil devraient être consacrées à un examen approfondi et de haut niveau des questions d'importance vitale pour telle ou telle opération de maintien de la paix, conformément à la section A de l'annexe II de la résolution 1353 (2001).



e) Les membres du Groupe de travail, soucieux d'améliorer l'efficacité de l'application des mesures prévues par la résolution 1353 en ce qui concerne les consultations avec les pays qui fournissent des contingents, formulent les recommandations suivantes :

- i) Les séances privées avec les pays qui fournissent des contingents devraient avoir lieu dans une salle qui se prête à un dialogue plus approfondi entre les membres du Conseil de sécurité, les pays fournisseurs de contingents et le Secrétariat;
- ii) Les réunions avec les pays fournisseurs de contingents devraient être programmées de façon à laisser à ceux-ci suffisamment de temps pour examiner le rapport du Secrétaire général avant les séances et il faudrait encourager le Secrétariat à publier ces rapports plus tôt;
- iii) Les rapports du Secrétariat et les membres du Conseil de sécurité auraient à gagner à des réunions de consultation avec les principaux pays fournisseurs de contingents à des opérations de maintien de la paix particulières si ces réunions avaient lieu avant l'établissement des rapports;
- iv) Il faudrait encourager le Secrétariat à prévoir des exposés par des conseillers militaires et des conseillers de police civile, en plus du rapport du Représentant spécial du Secrétaire général;
- v) Il faudrait encourager le Secrétariat à organiser aussi souvent qu'il est souhaitable ces exposés par le Représentant spécial du Secrétaire général, le commandant de la Force et le chef de la police;
- vi) Il faudrait encourager le Secrétariat à utiliser les technologies de l'information lors de ces séances d'information;
- vii) Le Président du Conseil de sécurité devrait consigner par écrit les vues exprimées lors de ces séances à l'intention des membres du Conseil, qui pourraient utiliser ces rapports au cours de leurs débats sur telle ou telle opération de maintien de la paix;
- viii) Pour que ces séances soient plus concrètes et utiles, leur ordre du jour devrait être diffusé longtemps à l'avance, de préférence une semaine, afin de permettre les préparatifs requis. Le Président du Conseil pourrait inviter le Secrétariat à communiquer, le cas échéant, une note d'information contenant une liste indicative des questions à examiner.

f) Le Groupe de travail n'a pas encore examiné dans le détail certaines propositions formulées au cours de la période considérée :

- Une note de position concernant l'utilisation du Comité d'état-major, présentée par la Fédération de Russie;
- Une proposition du Royaume-Uni tendant à renforcer la fourniture au Conseil de sécurité d'avis des autorités militaires.

g) Ayant par ailleurs mené à bien l'évaluation prévue par la résolution 1353 (2001) et ayant pris en compte les propositions des pays fournisseurs de contingents concernant un nouveau mécanisme (voir S/2001/535 et S/2001/626), le Groupe de travail soumet à l'examen du Conseil de sécurité le projet de note ci-joint sur l'utilisation du Groupe de travail en tant que mécanisme supplémentaire de

renforcement de la coopération avec les pays fournisseurs de contingents (appendice I).

h) Le Groupe de travail poursuivra l'évaluation de l'application de la résolution 1353 (2001) du Conseil de sécurité et de tout mécanisme nouveau.

i) À propos de l'alinéa g) ci-dessus, les membres du Groupe de travail sont également convenus que les réunions tenues dans le cadre de tout mécanisme nouveau devraient compléter les réunions organisées en application de la résolution 1353 (2001) et non pas s'y substituer. En outre, la création de tout mécanisme nouveau sera sans préjudice des prérogatives du Conseil de sécurité et n'empiètera pas sur les responsabilités opérationnelles du Secrétariat concernant les opérations de maintien de la paix.

## Appendice I

### Projet de note du Président du Conseil de sécurité

1. Les membres du Conseil de sécurité, rappelant la déclaration du Président du Conseil de sécurité en date du 31 janvier 2001 (S/PRST/2001/3) et les résolutions pertinentes du Conseil relatives au maintien de la paix, ayant examiné les vues exprimées, notamment dans les lettres de plusieurs pays fournisseurs de contingents en date du 30 mai 2001 (S/2001/535) et du 22 juin 2001 (S/2001/626), et estimant qu'il est souhaitable d'instaurer un partenariat plus efficace avec les pays fournisseurs de contingents, notamment en mettant en place un nouveau mécanisme de coopération en application du paragraphe 1 de la section D de l'annexe I de la résolution 1353 (2001) du Conseil de sécurité en date du 13 juin 2001, en plus des formes actuelles de consultation entre le Conseil, les pays fournisseurs de contingents et le Secrétariat, ont donné leur agrément au principe de la convocation de réunions conjointes du Groupe de travail du Conseil de sécurité chargé des opérations de maintien de la paix et des pays fournisseurs de contingents, en tant que mécanisme supplémentaire de renforcement de la coopération avec les pays fournisseurs de contingents au sujet d'opérations de maintien de la paix particulières.
2. L'objet des réunions conjointes du Groupe de travail et des pays fournisseurs de contingents est de permettre aux membres du Conseil, aux pays fournisseurs de contingents intéressés et au Secrétariat d'engager un dialogue plus approfondi et plus dynamique au sujet de questions relatives aux opérations de maintien de la paix, comme indiqué aux paragraphes 2 et 4 de la section B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001), de façon à compléter efficacement la procédure permanente de séances de consultations en application de la résolution susmentionnée. Au cours de ces réunions, des aspects particuliers des opérations de maintien de la paix seront examinés afin de faciliter la tâche du Conseil de sécurité et du Secrétariat en prenant en considération les vues des pays fournisseurs de contingents concernant une opération de maintien de la paix correspondante.
3. Participeront aux réunions du Groupe de travail et des pays fournisseurs de contingents les membres du Conseil de sécurité et les pays fournisseurs de contingents intéressés tels qu'ils sont désignés par le Secrétariat, en consultation avec le Président du Groupe de travail, en particulier les pays qui fournissent au moins une unité militaire constituée ou un contingent comparable d'éléments de police civile, ainsi que des représentants du Secrétariat. À titre exceptionnel, le Groupe de travail peut inviter d'autres parties importantes à ces réunions, lorsqu'il estime que leur participation sera utile aux débats. Le Secrétariat est encouragé à organiser, selon qu'il convient, des exposés et à fournir des avis au sujet de questions militaires, politiques, humanitaires et autres.
4. Le Président du Groupe de travail, en consultation avec les membres du Groupe, les pays fournisseurs de contingents intéressés et le Secrétariat, sera chargé de convoquer les réunions communes du Groupe de travail et des pays fournisseurs de contingents. En fonction de la situation d'opérations de maintien de la paix données, les réunions se tiendront dans la mesure du possible aussi souvent qu'il sera nécessaire. Dans le cas de nouvelles missions de maintien de la paix, des réunions communes peuvent être convoquées dès le début afin de consulter les pays

susceptibles de fournir des contingents au cours de la phase de planification de la mission.

5. Les réunions communes du Groupe de travail et des pays fournisseurs de contingents seront présidées par le Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité ou un suppléant. Le Président adressera une invitation aux membres du Groupe de travail et aux pays fournisseurs de contingents en indiquant à chaque fois le niveau qu'il juge approprié. En règle générale, le lieu et la date de ces réunions seront publiés dans le *Journal des Nations Unies*. Les procédures applicables à ces réunions communes devraient être les plus souples possibles afin de permettre une discussion dynamique entre les participants.

6. Le Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité chargé des opérations de maintien de la paix rendra compte au Conseil de sécurité des réunions communes, sous forme par exemple d'exposé oral. Le Secrétariat sera invité à fournir l'aide requise à ce propos ainsi que dans d'autres domaines.

7. Le Conseil de sécurité reste attaché à l'application de la résolution 1353 (2001). Les formules actuelles de réunions avec les pays fournisseurs de contingents devraient être poursuivies et améliorées conformément aux dispositions de ladite résolution. Ces réunions et les réunions communes du Groupe de travail et des pays fournisseurs de contingents devraient être complémentaires.

8. Le nouveau mécanisme de coopération des réunions communes du Groupe de travail et des pays fournisseurs de contingents devrait être sans préjudice des responsabilités du Conseil de sécurité et de ses membres telles qu'elles sont énoncées dans la Charte et ne devraient pas empiéter sur les responsabilités opérationnelles du Secrétariat en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix.

## Appendice II

### Membres du Groupe de travail du Conseil de sécurité chargé des opérations de maintien de la paix

<i>Bangladesh :</i>	M. Ruhul Amin
<i>Chine :</i>	Cao Qing
<i>Colombie :</i>	Aura L. Liorada
<i>États-Unis d'Amérique :</i>	Constance Arvis / lieutenant-colonel James A. Day (major Kimberly Field, Hillary Mann)
<i>Fédération de Russie :</i>	Vladimir Zaemsky
<i>France :</i>	Jean-Claude Brunet (Xavier Sticker)
<i>Irlande :</i>	Colonel Patrick O'Sullivan (Barbara Cullinane)
<i>Jamaïque :</i>	Joan Thomas
<i>Mali :</i>	Issa Konfourou
<i>Maurice :</i>	Rakesh Bhuckory
<i>Norvège :</i>	Haakon Gram-Johannessen / Geir Shoberg (lieutenant-colonel Oyvind Dammen, Paul G. Larsen)
<i>Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :</i>	Rosemary Davis (Catherine MacKenzie, Matthew Taylor, colonel N.D.A. Seymour)
<i>Singapour :</i>	Général de brigade Yap Ong Heng
<i>Tunisie :</i>	Mohamed S. Tekaya
<i>Ukraine :</i>	Andriy Beshta (Vsevolod Sobko)